

sultats et battre le fascisme, il faut entrer au gouvernement. De leur côté les « communistes de gauche » insisteront sur la nécessité de rester en dehors du gouvernement et de livrer une lutte sans merci à celui-ci au travers des expropriations en Espagne, d'une lutte des masses dans les autres pays, pour imposer le ravitaillement des armées ouvrières ibériques.

Une seule ombre au tableau : l'intervention massive de la Russie Soviétique, mais l'on n'est pas très embarrassé pour trouver une explication à cela aussi. La Russie est intéressée à contrecarrer l'expansion de l'Allemagne et c'est donc dans un but « impérialiste » qu'elle soutient le gouvernement espagnol et, ajouteront-ils n'avons-nous pas toujours dit qu'il y a opposition inconciliable entre les ouvriers et le Front Populaire ? Cette opposition persiste et les prolétaires pourront avoir raison même de l'intervention soviétique, à condition toutefois qu'ils poursuivent et élargissent les conquêtes de la socialisation en gardant une autonomie complète, une position de lutte constante tant contre le gouvernement de Valence que contre celui de Barcelone.

Il nous semble avoir retracé fidèlement l'essentiel des positions qui sont soulevées pour justifier la notion centrale qu'il y a en Espagne la guerre civile et que le devoir des ouvriers de tous les pays consiste à l'élargir, l'approfondir, la porter à ses conséquences extrêmes.

Commençons par le début des événements. La formule « le fascisme attaque » peut-elle les expliquer ? Certes, si l'on se borne à l'aspect immédiat, formel, extérieur de la situation du 17-19 juillet, en bref, au fait que Franco prend la tête de la mutinerie militaire. Mais, pour cela il faut commencer par exclure, de propos délibéré, une série d'autres facteurs des situations. Cette mutinerie militaire a pu se préparer minutieusement, méthodiquement, alors qu'à la tête du gouvernement se trouvait le Front Populaire qui détenait, entre autre, le ministère de la guerre d'où dépendait Franco, lequel a pu dérouler tous les fils du mouvement tandis que Azana, après les journées de Mars et de Mai 1936 avait déclaré que toutes les mesures étaient prises pour enrayer définitivement toute velléité de retour des menaces fascistes et militaristes. Immédiatement après la mutinerie, la première réaction de ce même gou-

vernement n'a-t-elle pas été de composer avec Franco, de lui laisser les coudées libres, de lui livrer presque entièrement le gouvernement ? Barrios, qui avait représenté la transition entre les gouvernements de gauche des premières Cortès, avec les nouvelles Cortès dirigées par Lerroux-Robblés, Barrios n'avait-il pas fait une nouvelle apparition le 19 juillet, dans l'espoir de liquider la partie à l'amiable avec Franco ?

La formule initiale « le fascisme attaque » n'est en définitive qu'une véritable falsification de ce qu'exprimait la situation. En réalité, c'est le *capitalisme* qui attaque. Contre l'attaque fasciste de Franco la possibilité d'un compromis avait été présentée au travers de Barrios, si elle n'a pas pu se réaliser, c'est uniquement parce que les ouvriers font leur irruption et, bien que matériellement désarmés, domptent l'attaque combinée des fascistes et du Front Populaire, les premiers qui attaquent, le second qui veut composer. Droite et gauche bourgeoisie se complètent le 19 juillet, tout comme elles l'avaient fait avant lorsqu'il s'agissait de laisser s'ébaucher, se préparer l'offensive frontale du 17-19 juillet. Ainsi qu'il en avait été pendant tout un siècle de domination bourgeoise les deux ailes de cette classe s'accouplent en une solidarité de classe pour féconder l'attaque contre la classe ouvrière et cette solidarité prend une infinité de formes diverses, mais elle est permanente, de tous les instants et s'exprime dans tous les domaines.

A la solidarité permanente de la gauche et de la droite il n'y a qu'une seule opposition possible, celle de classe et ce fut l'irruption de cette opposition qui brouilla le plan du capitalisme espagnol : le Front Populaire ne put pas — ainsi que la bourgeoisie l'avait escompté — céder paisiblement la place à Franco, le coup frontal n'ayant pas réussi car les ouvriers à Barcelone, Madrid, aux Asturies avaient soudainement occupé leur retranchement de classe brisant ainsi l'attaque capitaliste.

Et nous passons donc à la deuxième phase des événements qui est toujours marquée par la solidarité totale entre Franco et Front Populaire. La sédition qui avait été préparée sous la direction d'un gouvernement de gauche va s'étendre avec la complicité de ce dernier, dans le domaine politique général, comme dans l'aspect extrême de la lutte politique : la lutte armée. Qu'est-ce qui sépare donc la première phase

de la suivante, la grève générale de la construction des fronts territoriaux ? Un changement profond est intervenu non dans la nature, la signification, l'activité, le rôle de la droite et de la gauche bourgeoises, mais bien dans les assises mêmes de la lutte des masses ouvrières.

Le 19 juillet, les ouvriers occupent leur terrain spécifique, de classe, et cela non seulement parce qu'ils font la grève et qu'ainsi ils prennent une position instinctive d'attaque contre l'appareil économique et politique de domination de la bourgeoisie, mais aussi parce qu'ils gardent leur position d'attaque contre l'ennemi capitaliste. Bien sûr, mille fois, nous avons vu dans tous les pays du monde les mouvements de grève dirigés par la droite social-démocrate contrôlant les syndicats, mais cela ne supprime nullement l'opposition de classe entre les ouvriers d'une part, les dirigeants de l'autre. Et cela parce qu'aucune possibilité n'existe de composer sur le terrain des revendications opposées entre les ouvriers et le capitalisme. Cette opposition existe donc parce qu'elle se vérifie dans son domaine spécifique et non parce qu'il y a uniquement une masse d'ouvriers d'un côté, les dirigeants sociaux-démocrates de l'autre. Il n'est pas impossible de relier l'ouvrier au patron, bien au contraire, toute la science de la domination capitaliste consiste à obtenir cela et l'appareil de domination, de contrainte et de corruption de l'ennemi tend à ce but, mais il est absolument impossible de relier patron et ouvrier, exploiteur et exploité sur le terrain où éclate cette opposition : le conflit de classe.

La grève du 19 juillet est l'opposition entre le prolétariat et le capitalisme. Bien sûr, les ouvriers ne vont pas chercher Companys, mais se dirigent contre Goded. Mais ils ne vont pas demander l'aide de Companys pour battre Goded. Il est parfaitement exact que les anarchistes vont demander des armes à Companys, mais ils essuient un refus, comme en octobre 1934, le moment n'étant pas encore venu pour prendre la tête des ouvriers en armes. Mieux, Companys espère que ce moment ne viendra pas du tout, qu'il pourra, comme en octobre 1934, faire croire que la police tiendra le coup, livrant ainsi directement et d'un seul coup les ouvriers à la réaction.

Mais où est donc l'essentiel dans les évé-

nements du 19 juillet ? Uniquement dans ceci : les ouvriers forment une classe, ils se dressent contre le bloc inexorablement complice de Franco qui prend les armes et de Companys qui laisse faire, c'est la classe ouvrière qui se bat contre l'Etat capitaliste. Et c'est pour cela, uniquement pour cela qu'elle gagne la partie.

Après la victoire la scène change, les partenaires bourgeois eux ne changent pas mais l'inévitable se produit : les ouvriers peuvent, par une force instinctive emprunter leur chemin de classe, construire leur retranchement mais pour poursuivre ils ont besoin d'un parti qui, à l'état-major capitaliste — à Franco et au Front populaire — oppose une politique, une tactique, une stratégie qui puissent conduire à terme leur attaque contre l'Etat capitaliste. On prétend que les ouvriers sont libres de construire cet organisme, à Barcelone surtout, mais ils sont libres au point de vue formel, en apparence. Ils ne le sont nullement au point de vue de la réalité. Jusque dans leur veines, la propagande anarchiste, du Front Populaire, du Poum pénètre et il faut repousser avec une extrême vigueur l'opinion de ceux qui veulent attribuer aux ouvriers espagnols la responsabilité des événements qui ont survenu. Non, mille fois non. Les ouvriers se battent partout pour le socialisme, ils sont certains de se battre pour leur cause, pour la cause des prolétaires de tous les pays, mais ils ne peuvent faire autre chose que de croire à ceux qui leur disent que sous la direction du Front Populaire (anarchistes) malgré le Front Populaire (communistes de gauche), ils peuvent battre le capitalisme dans les fronts territoriaux actuels.

Pas une ligne de nos textes n'autorise nos contradicteurs à dire que nous attribuons des responsabilités aux ouvriers. Toute notre activité consiste à demander à ceux qui veulent œuvrer à la victoire de la révolution, à ne pas se réfugier derrière les masses pour faire passer leurs conceptions. L'anarchiste qui dit : pénétrer dans le gouvernement est nécessaire pour avoir des armes et battre les fascistes, le communiste de gauche qui dit qu'il est possible dans la situation telle qu'elle existe actuellement de progresser dans la voie de la victoire révolutionnaire, ont le devoir de prouver que les situations permettent cela, que les précédents de la lutte ouvrière, autorisent une telle perspective. Ainsi et ain-